

Envoyé en préfecture le 30/05/2022

Reçu en préfecture le 30/05/2022

Affiché le

ID: 093-229300082-20220519-2022\_05\_19\_050-DE

# COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

## Extrait des délibérations de la séance du 19 mai 2022

-----

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS:**

M. Troussel, M. Guiraud, M. Bouamrane, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, Mme Girardet, M. Dallier, Mme Lecroq, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Martin S., Mme Ségura-Traoré, M. Chabani

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS :**

Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi

M. Monot donnant pouvoir à M. Duprey

M. Taïbi donnant pouvoir à Mme Lecroq

Mme Saïd-Anzum donnant pouvoir à M. Troussel

M. Molossi donnant pouvoir à M. Guiraud

M. Cranoly donnant pouvoir à M. Martin P-Y

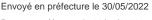
M. Monany donnant pouvoir à Mme Pietri

Mme Choulet donnant pouvoir à M. Bluteau

#### **ÉTAIENT ABSENTS:**

Mme Lagarde





Reçu en préfecture le 30/05/2022

Affiché le



Seine-Saint-Denis Le département

### Délibération n° 15-02 du 19 mai 2022

PROGRAMME FICOL « POUR DES TERRITOIRES PROTECTEURS DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE » – ACCUEIL ET FORMATION D'UNE CHARGÉE DE PROJET DE LA MUNICIPALITÉ DE DJÉNINE (PALESTINE).

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil général n°97-VI-02 du 24 juin 1997, relative à la définition et à la mise en œuvre d'une politique de coopération décentralisée et de paix,

Vu la délibération du conseil général n°99-XII-14 du 15 décembre 1999, relative à l'approbation du protocole de coopération décentralisée avec les villes palestiniennes de Djénine, Qalqilya et Tulkarem,

Vu la délibération du conseil départemental n°2021-VII-24 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 lui donnant délégation,

Vu sa délibération n°7-4 du 27 mai 2021 relative à la mise en œuvre du projet international « Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violence -conventions - actes de rétrocession »,

Vu sa délibération n°15-1 du 25 novembre 2021 relative aux modifications de la délibération n°7-4 du 27 mai 2021 relative à la mise en œuvre du projet international « Pour des territoires protecteurs des femmes victimes de violence »,

Vu la convention de financement FICOL avec l'agence française de développement (AFD) approuvée par sa délibération n°7-4 du 27 mai 2021,

Sur le rapport du président du conseil départemental,



Envoyé en préfecture le 30/05/2022

ID: 093-229300082-20220519-2022\_05\_19\_050-DE

Reçu en préfecture le 30/05/2022

Affiché le



après en avoir délibéré,

- DÉC	CIDE d'accue	illir la c	hargée de	e proje	ets « lutte	contre le	es v	iolences	faites	aux	femmes	<b>»</b>
de la	municipalité	de DJ	jnine poui	r une	formation	auprès	de	l'Observ	atoire	des	violence	es
faites	aux femmes	du 19	juin au 2 j	uillet 2	2022 ;							

<ul> <li>PREND en charg</li> </ul>	e les frais d	de séjour <sup>,</sup>	y afférents.
------------------------------------	---------------	------------------------	--------------

Pour le président du conseil départemental, et par délégation,

Adopté à l'unanimité : 🗸	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent	Certifie que le présent acte est
		acte, le	devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.